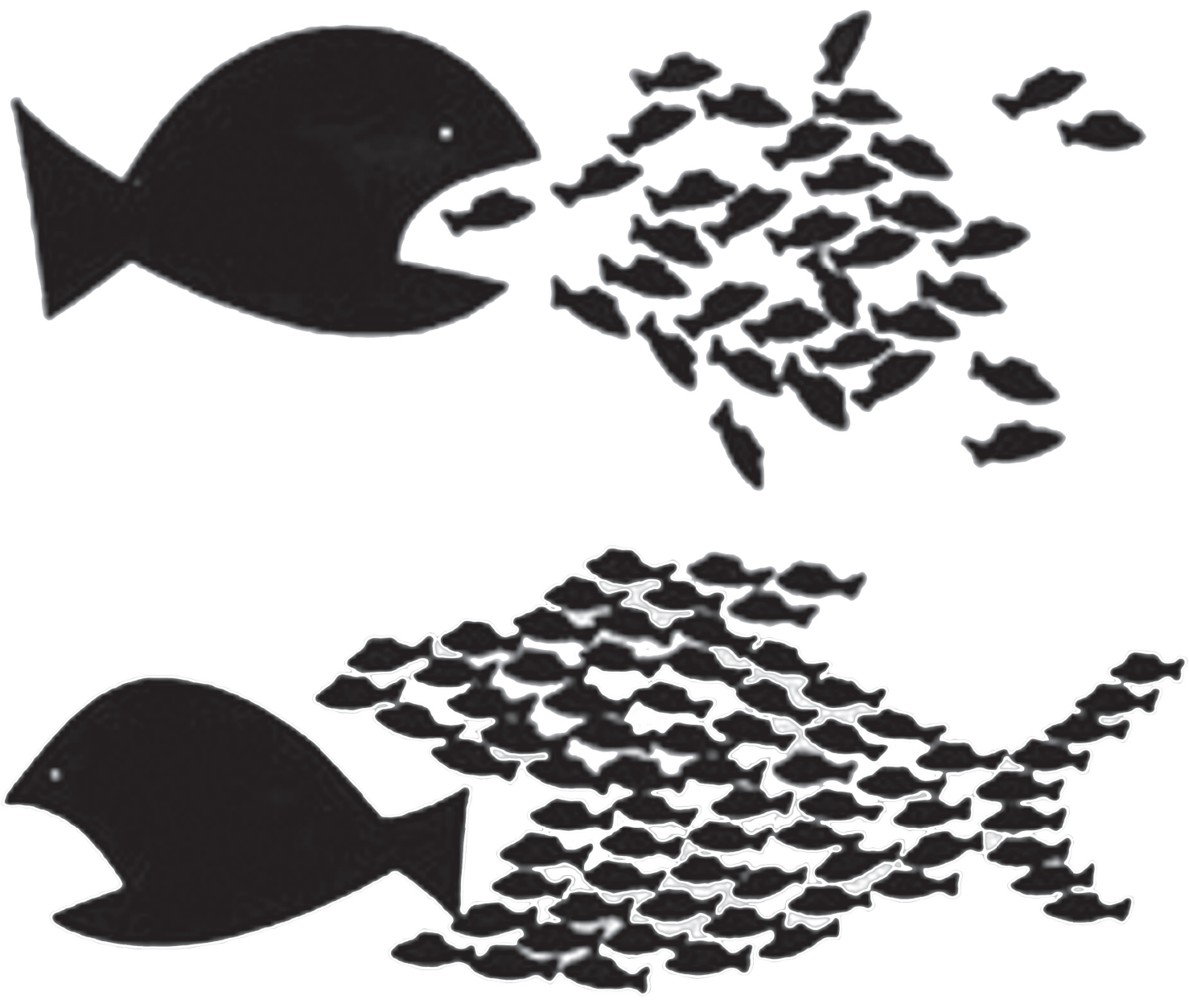
n° 89 — fev 2008 — 1€

www.jcr-red.org — Jeunesses communistes révolutionnaires

Pour riposter face au gouvernement Sarkozy
Pour renverser ce système



Il faut S'ORGANISER !

Kenya : une « énième guerre tribale » ? page 2

Dossier Bilan du mouvement LRU pages 6 et 7

Tribune de la Fraction de Lutte Ouvrière page 8

Formation Front Unique Ouvrier page 10

Pour un nouveau parti contre ce système !

Coup de gueule :
Éducation civique...

Chaque pays a sa petite renommée, sa spécialité locale que tout le reste du monde lui envie. Chacun s'émerveille de savoir, par exemple, qu'il n'y a qu'aux États-Unis que l'on trouve de bons hamburgers et de belles chaises électriques, que Disneyland est le pays où Mickey et Minnie sont de jeunes précaires exploités crevant de chaud sous un costume merdique pour divertir « le petit Nicolas », sa copine et leurs copains paparazzi… En France on a mieux, car c'est le pays des Droits de l'Homme, rien que ça ! Ben oui, de toutes façons le « pays des moules-frites » c'est déjà pris par les Flamands et les Wallons. Il restait plus que les Droits de l'Homme, au fond du placard, alors c'est devenu la spécialité du coin, et peu importent les éléments plus gênants cachés sous les tapis (Pétain et Papon, le passé colonial et le présent néo-colonialiste, par exemple...

Bien pratique d'être ce pays là, cela permet, entre autre, de donner des leçons de civisme ou de démocratie à tout bout de champ. Notre Omni-Président, autoproclamé « spécialiste es-droits de l'homme et tout ce qui s'ensuit », ne s'est pas privé de donner de telles leçons ces dernières semaines. Par sa bouche, celle de ses ministres ou des cire-pompes médiatiques qui lui doivent leurs cartes de presse, il a matraqué ce message : les grèves sont anti-démocratiques, elles nous prennent en otage, brisent notre liberté de travailler. Le monde se diviserait ainsi en deux camps : les pauvres victimes que nous sommes tous et les horribles grévistes (étudiants, lycéens ou salariés) qui, par égoïsme et méchanceté, ont décidé de nous nuire, en nous empêchant de profiter de cette source de joie et d'émancipation qu'est notre boulot. Rares ont été les fois où un autre point de vue a pu s'exprimer : les grévistes ne font jamais grève « pour le fun » et parce qu'ils aiment perdre une part du salaire à la fin du mois mais pour défendre leurs et nos droits sociaux . Ce ne sont pas les étudiants ou les salariés qui ont déclenché les hostilités, mais bien Sarko et ses pauvres amis du patronat. C'est ce gouvernement qui « prend en otage » la population pour servir les intérêts des plus riches.

Nier la légitimité des luttes, c'est nier le droit du peuple d'exprimer un point de vue divergent de celui des autorités économiques et politiques. Toute la population (qui dépasse de loin l'ensemble de l'électorat) n'a pas voté Sarko, elle ne l'a pas non plus élu sur sa volonté d'appliquer ces réformes mais sur un programme nettement plus publicitaire et imprécis (pouvoir d'achat…).

Mais il est vrai que Sarko s'y connaît en démocratie… Tous ses potes sont de fervents démocrates comme Bush, élu dans des conditions louches en 2001, qui exporte avec succés la démocratie en Irak et en Afghanistan sous les ailes de ses bombardiers ; comme le nouveau Tsar Poutine, massacreur des Tchétchènes et ex-KGB que notre président et l'un des seuls à avoir félicité après une élection que Staline aurait jalousé ; comme le Lybien Kadhafi, qui d'un coup devient respectable et est invité parce qu'il ramène des sous et qu'il veut acheter des Rafales à Dassault. Il est vrai qu'il devait avoir la tête occupée par tous les tyrans en puissance qui peuplent les manifs en France !



Pourquoi PPDA préfère t'il causer du dernier défilé de mode pour bourges anorexiques plutôt que de la réalité de ces régimes-amis ? Il n'est pas simple pour nos médias privés de dénoncer ces dictateurs sans vexer ceux qui les emploient (Dassault, Bouygues…).

Heureusement, ils ont trouvé Chavez, le président du Venezuela, qu'ils se sont empressés de transformer en clone de Castro (pas grave, on lui vend pas de Rafale), sous prétexte qu'il a perdu un référendum visant à modifier une constitution largement plus démocratique que la nôtre, et qu'il avait lui-même mise en place. Ces mêmes médias avaient largement passé sous silence les deux tentatives de coup d'État de 2002 et 2005, orchestrés par la droite vénézuélienne et le lobby pétrolier.

Antoine, [Limoges],
extrait du Rouge-gorge, journal des jeunes de la LCR de Limoges

Note de la rédaction : pour un journal indépendant et militant, en 2008, abonnez vous à RED !



Préavis de grève illimitée chez les cheminots Allemands

Le 19 décembre dernier, le syndicat des conducteurs de train Allemand GDL (Gewerkshaft Deutscher Lokomotivfuhrer) a déposé un préavis de grève illimitée à partir du 7 janvier, dans les secteurs du fret et des passagers. Cette annonce représente un durcissement sensible d'un conflit sur les salaires qui dure depuis déjà 9 mois. La revendication initiale du syndicat GDL était de 30 pour cent d'augmentation, mais la direction de la DB (Deutsche Bahn : direction des chemins de fer) n'est disposée à offrir que 4,5%.

Au cours des trois dernières semaines, le syndicat GDL avait mené des négociations avec la direction de la DB et avait renoncé à entreprendre toute action de grève. Durant les pourparlers, il est apparu clairement que la direction de la DB n'était nullement disposée à un compromis. Au lieu de cela, elle a profité de la période de négociations pour isoler les conducteurs de train et tenter de briser leurs syndicats.

Comme l'ont montré les récentes grèves en France, les attaques contre les droits des travailleurs ne se limitent pas aux frontières nationales. C'est pour cela qu'il est nécessaire de faire connaitre et d'apporter notre soutien aux luttes des travailleurs du rail Allemands.

Romain, [Sorbonne-Tolbiac]

Tous ensemble contre la casse de l'enseignement agricole !

La rentrée prochaine est en cours de préparation dans les 218 lycées agricoles avec l'annonce de 300 suppressions de poste alors que les effectifs sont déjà très réduits.

Au bahut agricole de Saint-Germain-en-Laye (78) on manque déjà de profs dans les enseignements obligatoires. Par exemple, il n'y a pas de prof d'aménagement en terminale option aménagement alors que cette matière compte coeff. 8 au bac. Un prof d'agroéquipement qui faisait cours à la plupart des classes est malade et part en retraite l'année prochaine. On a été informé qu'il risque de ne pas être remplacé. Si c'est le cas, ce ne sera que l'année prochaine.

Une personne est décédée à l'administration. Quelques jours après sa mort, son poste a été supprimé. Une prof d'informatique n'est plus au lycée et ne sera sûrement pas remplacé, un prof d'économie est muté pour « intérêt de service » et son poste supprimé. Les deux documentalistes du CDI sont en congés longue maladie et sont remplacés par une seule personne en emploi précaire non qualifiée. A tout ça, s'ajoute la destruction du BEP et la casse du bac pro voulue par Xavier Darcos.

Nous avons voté à l'unanimité en AG l'envoi d'une délégation du lycée à la manifestation vendredi 14 décembre devant le ministère de l'agriculture qui a rassemblé plusieurs centaines de personnes.

Avant la manif, il y a eu une série de négociations qui n'a abouti à rien puis on est parti de la direction générale de la recherche et de l'enseignement agricole (DGREA) où avait eu lieu ces négociations. Les CRS nous ont empêchés d'aller au ministère de l'agriculture. Nous n'avons pour l'instant qu'obtenu un entretien avec le ministre Michel Barnier mercredi 19 décembre.

A Saint-Germain-en-Laye, lundi 17 décembre on est entré dans le conseil d'administration du lycée pour faire part de nos revendications à la représentante de la chambre d'agriculture. La mobilisation doit s'amplifier et, espérons le, converger avec les autres luttes dans le secteur de l'éducation, notamment dans les autres lycées pros et les universités. Parce que c'est bien tous ensemble qu'on pourra empêcher la destruction de l'éducation mise en œuvre par le gouvernement de Sarkozy !

Etienne, [Saint Germain en Laye]

Un toit c'est un droit !

Vous avez peut-être entendu parler des diverses actions menées pour le droit au logement : Rue de la Banque, organisé par le DAL, ou le campement sur le Canal Saint Martin, organisé par les Enfants de Don Quichotte.

Tous les jours, vous voyez des sans-abris dans le métro et dans la rue; vous savez que de nos jours il est compliqué pour un étudiant de trouver un logement à un prix raisonnable (sauf bien sûr pour ceux qui ont les moyens!!!).

Il est effectivement compliqué pour un gouvernement d'assumer la misère sociale, mais il est apparemment encore plus dur pour lui de faire appliquer la Loi de Réquisition des logements vides.

Alors, face aux problèmes des sans-abris, il préfère répondre par des « solutions d'urgence », c'est-à-dire des foyers d'accueil ou des hôtels, qui pour le coup reviennent financièrement à des prix exorbitants.

De plus, si ces solutions leur évitent d'avoir des drames à assumer, elles ne sont en rien une solution durable pour les mal-logés.

Parce que le prix des loyers augmente plus vite que nos salaires, il devient de plus en plus compliqué de pouvoir se loger correctement.

Parce que des marchands de sommeil osent « offrir » des mètres carrés à des prix exorbitants, jouant sur le besoin de tous d'avoir un toit.

Parce que le gouvernement (dont les membres n'ont pas de problème de logement) ne répondent pas de façon satisfaisante aux problèmes. Nous exigeons l'application de la Loi de Réquisition des logements vides, et un logement décent pour tous!!

Morgane, [Paris 7 - PRG]

Un SDF essaye d'appliquer son droit au logement opposable...



éditorial

Dans ses vœux, Sarkozy a parlé d'une « politique de civilisation »… Qu'entend-il par là ? C'est simple : moins de droits, de protection sociale, de services publics… Un retour en arrière de dizaines d'années.

2008, ce sont les quarante ans de mai 68, une grève générale ouvrière, un formidable mouvement de la jeunesse, une lutte qui avait ébranlé le pouvoir. Ce sont les fruits de ces luttes que Sarkozy s'est juré de démanteler un à un. Les franchises médicales sont en vigueur depuis le 1er janvier. Dans les facs, la loi Pécresse s'applique avec les nouveaux statuts et l'orientation active pour les lycéens dès février. Prochaines cibles : les 35h, le contrat de travail, les bac pro et peut-être les lycées, puisqu'une commission s'est mise en place pour réfléchir à leur avenir…

La « civilisation » de Sarkozy n'est pas la nôtre. On sait sur quoi se porte tout son amour, cela tient en 5 lettres : MEDEF. Les récents sondages qui donnent sa popularité à moins de 50% prouvent une chose : l'ensemble de la population commence à se rendre compte que les promesses sur le pouvoir d'achat n'étaient que de la poudre aux yeux. Les mobilisations de ces derniers mois n'y sont pas pour rien. Pour imposer nos revendications et sauver nos acquis, il va falloir faire ce qu'ont fait les travailleurs, les jeunes, les opprimés dans l'histoire, et nous-même ces dernières années : lutter et encore lutter.

François Hollande a tenu à rappeler que « cette année, on vote »… Comme si les élections municipales étaient ce qui fera trembler le gouvernement ! Même si la droite perd, ce qui est possible, cela ne mettra pas fin à la politique de destruction sociale. Sous Chirac, ce sont les mouvements sociaux comme en 95, 2003 ou contre le CPE qui ont fait chuter les premiers ministres ! La gauche institutionnelle n'a qu'une idée en tête : gagner 2012. Pour cela, leurs luttes intestines commencent. Mais que feront-ils au pouvoir ? Ce qu'ils ont fait auparavant : la même chose que la droite. Nous ne devons pas laisser la vie politique se polariser entre une droite décomplexée et une gauche qui lui courre après. Aux États-Unis, alors que les Clinton sont dans l'Hillaryté et qu'Obama casse la Barack, les classes populaires sont toujours soumises à plus de galère. Et les peuples irakien ou afghan subissent toujours la violence des forces d'occupation. Nous ne voulons pas d'une alternance de ce type.

Pour éviter le pire, pour que nos luttes débouchent sur une remise en cause de cette société et non sur des victoires partielles, nous avons besoin d'une vraie alternative à la gauche institutionnelle. C'est en ce sens que nous proposons à tous ceux qui n'en peuvent plus et n'en veulent plus de ce système, de créer un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire. Ce sont les résolutions que nous prenons pour 2008 : construire les résistances et ce nouveau parti !

Sommaire

Monde

Kenya : une «énième guerre tribale» ? 4
Venezuela : après le référendum 4
Etat espagnol : Espacio Alternativo 4
Palestine : Interview de Jamalat Abu-Yussef 5
Pakistan : Déclaration du LPP 5
Iran : Mobilisation étudiante 5

Dossier « Bilan et perspectives du mouvement contre la LRU »

Un premier bilan du mouvement 6
Rôle de SUD-Etudiants et de l'UNEF 6
Construire, massifier, unifier nos luttes 7
De la loi LRU au Plan Licence 7

Nouveau Parti

Bilan de la réunion Jeunes du 15.12.2007 8
Bilan du comité jeunes de Nanterre 8
Bilan des comités jeunes de Toulouse 8
Bilan du comité jeunes de Bordeaux 8
Tribune de la Fraction de Lutte Ouvrière 8

Hexagone

«Modernisation du marché du travail» ? 9
Suppression des BEP 9

Formation

Front Unique Ouvrier 10
«Marcher séparemment, frapper ensemble»

Sexualité

La pilule du lendemain 11

Kultur

It's a free world, de Ken Loach 11
DVD : The Black Dragons Gang 11

Der

Interview de Monsieur R 12
Rencontres Internationales de Jeunes 12

Universités : (re)construire la résistance

Après la grève contre la LRU, quelles sont les perspectives pour les étudiants ?

Tirer les bons bilans de la grève

La grève étudiante de cet automne, ainsi que la grève des cheminots, ont montré que la lutte contre Sarko était possible. Le mouvement contre la LRU a contribué à l'affaiblissement actuel du gouvernement. Mais cela a été un mouvement qui n'a touché qu'une minorité d'étudiants : les manifestations ont été faibles et le nombre d'étudiants directement impliqués dans la grève était réduit. Réussir à convaincre sur le fond et à impliquer une majorité d'étudiant est stratégique pour gagner. Cela veut dire que le travail d'information, de conviction doit être renforcé. Et la bataille pour l'unité dans la lutte de l'ensemble des étudiants et de leurs organisations est fondamentale : il faut obliger les organisations majoritaires comme l'Unef a respecter les choix des étudiants mobilisés. Cela veut dire obliger la direction de l'Unef à participer aux mobilisations et sans cesse proposer l'unité d'action à l'ensemble des forces.

Question concrètes : le centre de gravité

Les préoccupations de la majorité des étudiants à cette rentrée, ce sont les examens. Organiser une campagne syndicale sur les problèmes d'examens et le meilleur moyen de discuter avec les étudiants et de les aider à s'organiser. D'autant plus qu'après la grève, certains profs qui se sont opposés au mouvement se vengent en organisant des examens portant sur des cours ayant eu lieu pendant le mouvement… Obtenir de bonnes conditions d'examens est une manière de prouver qu'on peut faire grève et s'en sortir… C'est aussi une bonne manière de montrer que c'est par l'action collective qu'on peux régler les problèmes : on peut recenser les problèmes d'examens eb tenant des tables et quand un problème se pose, il est possible de convaincre les étudiants d'un groupe de refuser de se rendre à un partiel organisé dans des conditions révoltantes par exemple.

Les élections aux grands conseils vont constituer un moment important, même si les nouveaux conseils sont encore moins démocatiques avec l'application de la LRU. Les élections sont une occasion pour discuter avec tout le monde. Pour nous, l'enjeu est de faire élire des militants combatifs, qui sont des points d'appui fondamentaux pour construire des équipes syndicales sérieuses, capables d'intervenir sur toutes les questions qui concernent les étudiants : nouveaux diplômes, conditions d'examens de plus en plus sélectives, problèmes d'inscription…

L'essentiel est pour nous de prouver à partir de l'expérience concrète que font les étudiants que la LRU et les projets du gouvernements sont TOUJOURS graves et qu'il est nécessaires de les combattre.

Expliquer la globalité du projet de la classe dirigeante

C'est pourquoi nous devons aussi expliquer la logique des réformes actuelles : le plan licence de Pécresse consiste à professionnaliser les formations universitaires pour en faire baisser la qualité, et à décourager un maximum d'étudiants, en particulier ceux issus des classes populaires, à rejoindre des formations générales. Après la LRU, le plan licence est l'étape immédiatement suivante de l'application du plan de privatisation de l'enseignement supérieur. Les mobilisations sur les questions concrètes doivent être pour nous des points d'appui pour convaincre les étudiants de se remobiliser contre ce projet de privatisation.

En un mot : S'ORGANISER

Pour réussir à de nouveau emmener beaucoup d'étudiants en anif et à convaincre les étudiants de se mettre en grève, la condition c'est de construire des outils, des habitudes, des réflexes : il faut faire en sorte que tous les étudiants sachent où aller en cas de problèmes, avoir un local où des militants sont régulièrement présents pour leur donner les informations, que les militants se réunissent régulièrement pour se former sur les réformes et le fonctionnement de leur fac pour pouvoir l'expliquer vers l'extérieur… C'est en reconstruisant des équipes de militants syndicaux capables de construire un rapport de forces et de gagner sur des questions concrètes entre 2 grandes mobilisations qu'on redonnera de la crédibilité à l'idée que c'est la lutte collective qui paye.

Se battre pour la réunification des syndicats étudiants, se battre pour un syndicat unique est la meilleure manière de à la fois organiser des luttes efficaces et à la fois de mieux pouvoir combattre l'influence de la bureaucratie syndicale.

Wang, [Nanterre]

Kenya : «une énième guerre tribale» ?

Depuis plusieurs semaines, le Kenya connaît une grave crise politique, suite à l'élection contestée du président sortant Mwai Kibaki. Ce pays d'Afrique de l'Est était jusque là plus connu pour ses paysages de savanes et de girafes exotiques que pour son non moins fameux bidonville de Kibera, l'un des plus grands d'Afrique avec près d'un million d'habitants, et qui a été un des épicentres des affrontements.

Les origines de la crise

La grande majorité des media s'est empressée d'analyser la situation comme une énième « guerre tribale » entre Africains qui s'entretuent à coup de machettes. Des centaines de personnes ont bien été victimes de violences du fait de leur appartenance ethnique, supposée correspondre à leur allégeance politique. Mais ces événements sont les effets, et non pas les causes, de l'instrumentalisation de l'ethnicité pratiquée depuis la colonisation par les classes dirigeantes de ce pays, comme dans bon nombre d'autres États africains. Certain ont aussi profité de la crise politique à des fins essentiellement criminelles.

Le conflit actuel oppose en fait deux factions de l'élite dirigeante. Mais les masses populaires kényanes se sont aussi politiquement mobilisées. La population s'était massivement déplacée pour aller voter, notamment dans les quartiers les plus pauvres, acquis à l'opposition par rejet de la clique de kleptocrates néolibéraux au pouvoir. S'il apparaît aujourd'hui impossible de savoir qui a réellement gagné les élections, il ne fait plus aucun doute qu'il y a eu des fraudes massives en faveur du candidat du pouvoir. La colère des manifestants, dont de nombreux jeunes, qui sont descendus dans la rue dès les résultats officiels connus, était plus que légitime. Ils ont été accueillis à coups de fusil par la police. De nombreuses exactions commises par les forces de sécurité étatiques ont également été rapportées.

Rôle des États impérialistes

Du côté de la « communauté internationale », il y a d'abord eu les condamnations d'usage devant l'évidence des fraudes (les États-Unis sont quand même allés jusqu'à reconnaître le nouveau président, avant de faire prudemment volte-face). Désormais, le temps est à la recherche du compromis le moins coûteux pour les intérêts des uns et des autres, quitte à jeter aux orties la souveraineté du peuple kényan. Après tout, jusque là le Kenya était considéré comme un élève modèle de l'école néolibérale africaine, puissance régionale stable (et donc attractive pour les affaires) et pôle géostratégique important pour les stratèges de la « guerre sans limite ».

Mais du côté de l'opposition institutionnelle kényane, il n'y pas grand-chose à espérer non plus. Raila Odinga, l'opposant de Kibaki, ne propose aucune direction claire aux mobilisations actuelles, tout comme il ne proposait aucun projet alternatif aux élections. Face au déni démocratique et à la répression, la population kényane ne peut compter que sur ses propres forces.

Kohou Mbwelili, [Sorbonne]


DR.

Après le référendum du Venezuela



DR.

Le 2 décembre dernier? le peuple vénézuelien était amené à voter sur le projet de constitution d'Hugo Chavez. Le résultat est la victoire du Non à 50,70 %. Pour autant, il ressort une abtention importante pour ce scrutin : 44% des électeurs n'ont pas pris part au vote. Sur les 7 309 000 électeurs de Chavez en 2006, trois millions se sont abstenus. La défaite de Chavez s'explique donc principalement par le fait qu'il n'a pas convaincu son électorat. Néanmoins il faut souligner la campagne mensongère de la presse bourgeoise (au Venezuela comme dans les pays occidentaux) dénonçant le « dictateur » Chavez. Par exemple, les Ultimas Noticias – l'un des journaux les plus lus au Venezuela – a publié une publicité payante expliquant qu'en cas de victoire du « Oui », l' État arracherait les enfants à leurs familles et abolirait la liberté religieuse. Quel comble, alors, pour une dictature de voir un résultat si serré !

La réforme de la Constitution contenait des avancées sociales pour les classes populaires : le passage de la semaine de travail de 44h à 36h avec instauration de la journée de 6h, le droit à la retraite et à la sécurité sociale pour les travailleurs indépendants (qui représentent 50 % de la population active)... Cette réforme contenait aussi des avancées politiques avec notamment une plus grande reconnaissance des conseils communaux et une extension de leurs pouvoirs. Ces avancées sérieuses s'opposaient au caractère présidentialiste qu'apportait la constitution. En effet, le président aurait pu nommer les gouverneurs des districts au lieu que ceux-ci soient élus par la population. De même, la durée du mandat présidentiel aurait été allongée de deux ans.

Beaucoup ont voté « Oui » sans forcément donner un soutien total à Chavez mais en pensant que le socialisme ne peut passer qu'avec lui. D'autres se sont abstenus pour tenter de donner un signal à Chavez. Ce résultat n'est pas pour autant une victoire pour les libéraux vénézueliens. Il doit montrer à Chavez que bien qu'il parle du « Socialisme du XXI ème siècle », les réformes sociales pour le peuple ne vont pas assez vite : l'insécurité, les problèmes de logement perdurent. La situation salariale de grands secteurs de la population constraste fortement avec les secteurs les plus riches, qui disposent encore de grandes entreprises et qui maintiennent leur pouvoir économique et politique.

Il y a des conquêtes sociales très positives et la réforme en apportait d'autres, mais les révolutions ont des lois incontournables : pour avancer, il faut prendre des mesures claires qui affaiblissent le pouvoir économique capitaliste et s'orientent en fonction des besoins sociaux. Abolir la propriété privée, promouvoir l'autogestion des salariés dans les entreprises et dans les conseils municipaux ferait pencher la balance de la lutte des classes du coté du prolétariat.

Les tâches pour les révolutionnaires sont donc de continuer à combattre la bureaucratie dans le PSUV (parti fondé récemment par Chavez, dans lequel la plupart des militants révolutionnaires sont entrés pour constituer une tendance marxiste révolutionnaire) et dans l'UNT (syndicat majoritaire, tiraillé entre la bureaucratie et un courant révolutionnaire très influent), d'organiser et de convaincre la classe ouvrière.

Benco, [Le Mans]

Création d'Espacio Alternativo dans l'État espagnol

Le week-end des 8 et 9 decembre, Espacio Alternativo, l'organisation de la 4ème Internationale dans l'État espagnol, a tenu ses Vèmes Rencontres Conféderales. Ces rencontres ont eu un caractère de Congrès fondateur. C`est la première fois en 16 ans (depuis la dissolution de l'ancienne LCR espagnole en 1991) que nos camarades tiennent un congrès au niveau de tout l' État. Au mot d'ordre de « Pour une gauche de combat », ce congrès a servi à discuter et à adopter plusieurs résolutions et motions.

Dans les Thèses Politiques, Espacio Alternativo se fixe trois tâches pour la periode qui vient : participer à la lutte contre le néoliberalisme et construire les mouvements sociaux, toujours avec une démarche radicale et unitaire ; travailler pour le regroupement des forces anticapitalistes, avec le but de construire un pôle anticapitaliste, avec une politique d'indépendance et d'opposition à tout gouvernement socal-libéral ; développer Espacio Alternativo comme organisation politique indépendante, en améliorant son apparition publique et son élaboration politique et stratégique.

Nos camarades ont aussi adopté des Thèses Organisationnelles et des nouveaux statuts. L'Espacio a une structure un peu complexe. C'est une confédération de trois organisations différentes : Revolta Global (l'organisation catalane), Esquerra Alternatiboa (l'organization basque) et Espacio Alternativo, qui regroupe les camarades de Madrid, d'Andalousie et des autres regions de l'État. Ils ont aussi élu une Coordination et un Bureau confédéraux, ce dernier étant composé de 9 membres avec une forte majorité de jeunes. De cette façon, on avance dans le renouvellement générationel de l'organisation.

La résolution la plus importante est sans doute celle sur Izquierda Unida, la coalition de gauche animée par le Parti Communiste et d'autres organisations, dans laquelle Espacio animait jusqu'à maintenant un courant d'opposition de gauche à la direction. Ces dernières années, cette coalition est devenue de plus en plus bureaucratique et subordonnée au gouvernement du Parti Socialiste. C'est pour cela que l'Espacio a décidé d'arrêter son travail dedans.

espacio alternativo

Une autre résolution a eté adoptée, qui condamne les dernières procédures judiciaires contre la gauche indépendantiste basque, avec l'interdiction de plusieurs partis politiques et listes électorales.

Dans le cadre de ces rencontres, une réunion publique a été organisée avec des représentants de plusieurs organisations d'extrême gauche européennes. Ainsi, sont intervenus Esther Vivas (Revolta Global, Catalogne), Raul Camargo (Espacio Alternativo, Etat espagnol), Jose Falcao (Bloco de Esquerda, Portugal) et François Sabado (LCR, et 4ème Internationale).

Avec ce congrès, la gauche anticapitaliste et la 4ème Internationale ont fait un grand pas en avant dans leur construction dans l' État Espagnol.

Alex, [Espacio Alternativo et JCR Nanterre]

American History X

Au milieu des pitoyables débats entre Pepsi (les Démocrates) et Coca (les Républicains), John Deady, membre de l'équipe de campagne de Rudolph Giuliani (Républicain, ex-maire de New York) vient de se distinguer en tenant des propos qui se passent de commentaires.

Morceaux choisis :

« Je ne crois pas à cette idée qui veut qu'il y ait des bons Musulmans et des mauvais Musulmans, ce sont tous des Musulmans, sans distinction. »

« Nous devons leur chauffer les plantes des pieds et maintenir la pression sur ces gens là, jusqu'à ce qu'ils soient écrasés ou bien qu'on les ait renvoyés dans leurs grottes. Autrement dit, nous devons nous débarrasser d'eux. »

« Quand je dis que nous devons les éliminer, je ne pensais pas nécessairement à un génocide. Ce que je voulais dire était que nous devons riposter chaque fois qu'ils relèvent la tête et font mine de vouloir nous attaquer.

« Nous ne pouvons pas nous permettre de dire « Essayons d'abord la diplomatie. » Ils ne connaissent pas la diplomatie, ça ne marche pas avec eux. Si vous étudiez la tradition islamique, vous verrez que pour eux un traité est caduc au bout de cinq ans.

Nous n'avons pas à faire à des gens rationnels. Nous avons à faire à des fous, des psychopathes sanguinaires. »

« Au lieu de perdre du temps à fouiller chaque petite vieille, pourquoi ne pas cibler directement les basanés entre 18 et 38 ans qui ont un comportement étranger ? »

Palestine

Interview de Jamalat Abu-Yussef, militante palestinienne.

RED : Qu'implique la visite de Bush qui vient d'avoir lieu ?

Jamalat : Cette visite arrive après la conférence d'Annapolis. La promesse d'un État palestinien y avait été faite, mais l'application était conditionnée par « une nécessaire guerre contre les terroristes » à l'image de la politique de Bush. En Palestine, cela a déjà commencé avant la conférence. Salam Fayyad, le premier ministre, mettait tout en œuvre pour éliminer la résistance. Ce qui s'était passé à Naplouse juste avant la conférence devait servir d'exemple : envoi de centaines de policiers palestiniens et ordre aux résistants de tous les groupes de rendre leurs armes, sans quoi ils seraient livrés aux Israéliens.

Qu'est ce qu'il y a donc derrière cette promesse d'État ? Les Israéliens continuent à coloniser et à isoler toujours plus les Palestiniens. Ce sera une enclave avec un gouvernement au service de l'impérialisme réprimant toute résistance. C'est ça qu'il y a derrière la promesse de Bush.

RED : Lors de cette visite, il y a eu des manifestations qui ont été fortement réprimées. Stop the Wall Campaign a déclaré que « désormais le soucis d'Abbas n'était plus de mettre fin à l'occupation, mais de mettre un coup d'arrêt à la résistance ». Qu'en penses-tu ?

Jamalat : Bush n'était pas le bienvenu en Palestine, le peuple palestinien ne veut pas de ce criminel de guerre. Beaucoup ont manifesté, surtout à Gaza où ils étaient 10 000 à l'appel du Jihad islamique. Personne n'en a parlé dans les médias. À Ramallah aussi il y a eu une manifestation très fortement réprimée par les forces de sécurité.

Cette politique de répression a commencé depuis les accords d'Oslo, mais maintenant elle est très claire. Elle est ouvertement menée par Abbas et son gouvernement sous le prétexte de maintien de la sécurité… Bush, Israël et Abbas sont dans le même camp, leur priorité est d'éliminer la résistance. L'Autorité Palestinienne va utiliser la politique de la « carotte et du bâton », en se servant des aides internationales, tous ceux qui oseront protester seront écrasés.

RED : Quelle est ton analyse de la situation à Gaza ?

Jamalat : Pour Bush, les Israéliens et leurs alliés palestiniens, les Palestiniens de Gaza doivent être punis… Ils ont choisi le Hamas et pas le Fatah. Abbas n'a pas le soutien de la population de Gaza, ce sont les habitants eux-mêmes qui ont chassé les corrompus du Fatah, pas seulement le Hamas. Gaza est le seul endroit où la résistance contre Israël continue.

Pour l ex-gauche palestinienne, c'est une grande crise politique ; cette division entre Gaza et la Cisjordanie, entre le Hamas et le Fatah. Ils pensent que ces deux partis doivent se réunir mais le problème est que ce serait sur des bases de partage du pouvoir et non de résistance. Les dirigeants du Hamas sont près à faire des compromis avec les dirigeants du Fatah, mais cela n'a pas marché car les groupes de base de résistance ont continué leurs actions. Ça, les dirigeants du Fatah ne l'acceptent pas.


DR.

Dans les semaines et les mois à venir ils vont tenter de revenir a Gaza afin d'achever ce qu'ils ont commencé en Cisjordanie : éliminer toutes formes de résistance. Mais selon moi ils n'y arriveront pas. Les Israéliens vont donc intensifier leurs attaques, les Égyptiens vont aussi jouer un rôle pour que l'Autorité Palestinienne reprenne le contrôle. Et si nécessaire, il y aura une intervention internationale, via l'OTAN par exemple.

Maintenant les choses sont claires : les Palestiniens n'ont plus d'illusion sur leurs dirigeants et sur le pseudo processus de paix, ce qui ouvre une porte pour la re-mobilisation du peuple dans son ensemble. Cela prendra du temps, mais les manifestations, qui ont eu lieu malgré le couvre-feu, le montrent. Les Palestiniens ne sont pas près à abandonner leur combat. Une nouvelle génération militante, produit de ces mouvements, est en train de voir le jour et sera la seule apte à reformer une vraie gauche révolutionnaire palestinienne.

Propos recueillis par Pauline, [Toulouse]

Pakistan

Déclaration du LPP sur l'assassinat de Benazir Bhutto

Nous reproduisons ci-dessous le communiqué envoyé au lendemain de l'assassinat de Benazir Bhutto par le Labour Party Pakistan (Parti du Travail du Pakistan).

Le Labour Party Pakistan pleure la mort tragique de Benazir. C'est la démocratie qui est assassinée. Musharraf devrait démissioner. A l'origine de cette tragédie, une combinaison de dictature, fondamentalisme et impérialisme

Lahore (PR) : Le Labour Party Pakistan (LPP) condamne fermement le tragique assassinat de Benazir Bhutto, ancienne Premier Ministre et présidente du Parti du peuple du Pakistan (PPP).

Dans une déclaration commune, Farooq Tariq, porte-parole du LPP, et Nisar Shah, son secrétaire général, ont affirmé : « Ce n'est pas seulement le meurtre d'un individu, mais aussi l'assassinat de la démocratie et de la culture politique au Pakistan ». Ils jugent que le régime avait pour devoir d'assurer à Benazir Bhutto une sécurité à toute épreuve.

« C'est une défaillance du régime qui expose le pays au chaos et à des dangers sans précédents. Nous demandons donc la démission immédiate [du président] Pervez Musharraf et de son gouvernement », ont-ils ajouté.

Ils ont déclaré que la tragédie qui a frappé le Pakistan est une nouvelle expression de l'instabilité créée dans la région par la présence des Etats-Unis dans cette partie du monde : « Le meurtre brutal [de Benazir] est l'aboutissement de l'oeuvre conjointe des religieux, des fondamentalistes, de la dictature au Pakistan et des USA ».



Manifestation ouvrière à Karachi DR.

Ils ont relevé que selon des informations publiées dans les médias, l'organisation Al-Qaida aurait pris sur elle la responsabilité de cet horrible crime. « Mais le Frankenstein d'Al-Qaida n'aurait pas aujourd'hui la haute main sur le pays s'il n'avait pas été créé par les Etats-Unis et choyé par la dictature militaire au Pakistan ».

En appelant aux travailleurs du PPP en deuil, ils ont assuré que les travailleurs du LPP étaient à leur côté dans l'épreuve : « Nous devons tourner notre colère contre les coupables qui ont planifié ce meurtre infâme ». Ils ont salué la décision de la Ligue musulmane du Pakistan (N) de boycotter les élections prévues pour le 8 janvier 2008 et celle de l'APDM [1] de suspendre la campagne récemment engagée pour le boycott des élections.

[1] APDM : All Parties Democratic Movement, Mouvement démocratique de tous les partis.

Mobilisations étudiantes en Iran

Cela faisait 9 jours le 31 décembre dernier que les étudiants d'Ispahan étaient en grève et sit-in contre la répression dans les universités et l'arrestation d'activistes étudiants. Les grévistes ont scandé les désormais traditionnels « les étudiants préfèrent la mort à l'humiliation » et « libérez les étudiants emprisonnés ».

Les autorités exercent de nombreuses pressions sur les grévistes pour briser leur mouvement. Les familles ont subi des pressions pour qu'elles dissuadent leurs enfants de poursuivre les protestations. Cependant, malgré les menaces, beaucoup de familles ont choisi de soutenir leurs enfants.

Vendredi soir, 700 étudiants d'Ispahan ont ainsi organisé un sit-in de soutien aux grévistes. Trouvant le portail de la cité universitaire fermé, ils se sont rassemblés devant pour déclarer leur solidarité. Le mouvement de soutien s'est répandu comme une traînée de poudre depuis polytechnique à Téhéran, jusqu'au Kurdistan, en passant par Chiraz et Babolsar.

Les étudiants de l'IUT d'Ispahan ont organisé un rassemblement de soutien à la grève de la faim de leurs camarades de l'université de la même ville. Le bulletin étudiants Amir Kabir écrit le 30 décembre : « Près d'une semaine après le début de cette grève de la faim, de sit-in et de contestations quotidiennes, le mouvement a atteint l'IUT d'Ispahan. Dans une action spontanée, les étudiants ont refusé de s'alimenter et ont disposé leurs plateaux-repas sur le sol. Des longues queues des plateaux se sont alignés jusqu'à l'extérieur du self-service dans la cour de l'université.

Puis les étudiants se sont rassemblés dans cette cour pour lancer des slogans avant de marcher en groupe vers le bâtiment des professeurs. Les étudiant ont y crié leur colère en exigeant des réponses des autorités. Ils ont averti qu'ils continueraient "tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites". »

Romain, [Sorbonne-Tolbiac]

Manifestation en Allemagne contre la réforme des universités

Le 13 décembre dernier, plus de 10 000 étudiants ont manifesté dans la ville Allemande de Dresde contre un nouveau projet de loi sur l'enseignement supérieur dans le Land de Saxe. Les manifestants venus des principales universités du pays sont arrivés à Dresde dans des trains spécialement affrétés pour l'occasion.
D'après ce projet de loi, le nouveau recteur de l'université aura des pouvoirs beaucoup plus important et une plus grande autonomie : autorisation d'employer de nouveaux personnels avec des salaires de misère, possibilité de contourner les conventions collectives...
La réforme prévoit également une autorité accrue de fonctionnement des conseils d'université, avec 50 pour cent des membres extérieurs à l'éducation, c'est-à-dire issus du monde des affaires ou de la culture et qui seront nommés et non pas élus. Le projet prévoit de réduire fortement la représentation étudiante au sein des conseils.

A moyen terme, ce projet signifie un accroissement des rivalités entre universités, et la porte ouverte aux hausses des frais d'inscriptions.

Dossier

Mouvement contre la LRU :

Bilan et perspe

Un premier bilan du mouvement contre la LRU

Le mouvement contre la LRU a pris place dans un contexte politique particulier : Sarkozy élu quelques mois plus tôt, avec pour objectif affiché de désarmer le mouvement social. Pourtant la grève du 18 octobre a rassemblé très largement, avec un cortège étudiant conséquent dans plusieurs villes. Cette manifestation et la reconduction de la grève à la SNCF ont donné une véritable impulsion au mouvement sur les universités. Il s'est étendu très rapidement : les réflexes du CPE et les réseaux militants se sont réactivés rapidement. Ce mouvement a prouvé que les étudiants voulaient lutter, et qu'il était possible de résister à Sarkozy.

Pourtant nous n'avons pas obtenu l'abrogation de la LRU. Pourquoi ? Le mouvement s'est arrêté pour plusieurs raisons, notamment parce que la coordination nationale n'a pas réussi à s'imposer comme la direction du mouvement, ni à l'étendre à plus de la moitié des universités…



DR.

Une loi complexe…

Le mouvement est parti rapidement sur certaines facs, donnant l'impression à beaucoup de militants qu'il n'y avait plus besoin de convaincre, ou seulement pendant les AG. Or cette loi était assez complexe et ses conséquences difficiles à faire comprendre. La majorité des étudiants était en désaccord avec la logique générale de la loi. Mais parfois même les militants très investis ne pouvaient pas (ou ne cherchaient pas) à expliquer ce qu'elle changerait, très concrètement, à nos conditions d'étude.

Profs et IATOS, avec nous !

Si dans certaines facs (Censier, Saint-Denis) les professeurs et IATOS ont participé quotidiennement au mouvement avec les étudiants, ce fut assez rare ailleurs. Les présidents de facs ont cherché à diviser profs, personnels et étudiants… souvent avec succès, cette volonté d'isoler le mouvement étudiant n'ayant pas été combattue systématiquement par les syndicats de profs et de personnels. Des pressions administratives ont été exercées sur les plus précaires, ceux qui auraient le plus volontiers rejoint le mouvement, puisque la loi les concernait directement. Rebutés par ces obstacles, nous n'avons pas fait assez d'efforts pour les convaincre de participer. La réactivation du réseau « Sauvons La Recherche » et la création de « Sauvons L'Université » a été positive, mais tardive et insuffisante.

La répression

Elle a été plus importante et plus rapide que lors du mouvement CPE, pas tant dans les manifs (moins massives donc plus faciles à disperser), que sur les facs : il y a eu des interventions policières dans une quarantaine de facs pour briser les blocages et évacuer les occupations. De nombreuses facs ont été fermées administrativement, au moins ponctuellement. Ce qui a eu pour effet de désorganiser le mouvement sur les facs concernées : difficile de réunir un comité de grève régulier et d'animer la grève quand ta fac est fermée un jour sur deux ou trois !

Le blocage, seul moyen d'extension du mouvement ?

Ces dernières années, le blocage des lycées et des facs s'est imposé à plusieurs reprises comme un moyen d'action nécessaire pour permettre à un maximum d'étudiants de participer aux assemblées générales, et rendre la grève possible. En effet, on ne peut plus faire grève simplement en n'allant pas en cours, il faut faire en sorte que les cours ne se tiennent pas, pour éviter la défaillance, la perte de bourse etc.

Cependant, le blocage a souvent été pris comme une fin en soi, plus que comme un moyen d'action au service de l'élargissement de la grève. Parfois, plus d'efforts ont été consacrés pour le maintien d'un blocage avec peu de grévistes, que pour (re)convaincre les étudiants de la justesse du mouvement, des problèmes que posait la loi etc. Du coup il y avait peu d'étudiants présents quotidiennement à la fac, moins de militants et donc moins de possibilités d'action. En conséquence, nos liens avec les lycéens et les travailleurs n'ont pas été assez forts : peu de forces étaient disponibles pour aller débrayer des lycées, rencontrer des travailleurs en grève…

Cette sous-estimation du besoin d'élargissement explique aussi la faiblesse des manifestations : la minorité d'étudiants grévistes actifs n'a pas pris suffisamment conscience du besoin vital d'être toujours plus nombreux, et de le montrer dans la rue. Du coup la participation en manif a été très basse (alors que chacun se souvient de l'impact qu'avaient les manifs-monstres du mouvement CPE).

Construction d'un mouvement national, direction du mouvement

Une autre difficulté s'est posée : construire une direction solide au mouvement, qui soit légitime aux yeux de l'ensemble des étudiants et qui soit audible nationalement, dans les médias etc. Les réflexes du CPE ont permis de mettre en place rapidement une coordination nationale dont les chiffres sont montés vite et qui a contribué à l'élargissement rapide du mouvement dans les premières semaines.

Mais cette coordination n'a pas pour autant été une vraie direction pour tout le mouvement : un certain nombre d'AG n'ont pas jugé prioritaire d'y envoyer des mandatés, et très tôt un fort sectarisme s'y est développé, renforcé par les manœuvres de la direction de l'UNEF (fausses délégations…). Un des résultats a été son échec à se doter de porte-parole utiles et reconnus.

Ces problèmes ont été volontairement renforcés par le courant autonome (les « totos ») : réflexes anti-organisations, fonctionnement anti-démocratique, priorisation des actions minoritaires sur les manifs de masse, et des questionnements métaphysiques sur l'analyse de la LRU… Ce courant a pris de l'importance pendant le mouvement (il n'a pas été noyé dans la masse des étudiants, contrairement au CPE), et représente un réel danger pour le mouvement étudiant.

Conclusion provisoire

Ce que ce mouvement démontre encore une fois, c'est qu'une nouvelle génération militante est en marche. Depuis 2002, il y a eu au moins un mouvement de masse chaque année dans la jeunesse : contre LePen en 2002, contre le LMD en 2003, contre le guerre en Irak en 2003 et 2004, contre le Loi Fillon sur les lycées en 2005, les révoltes dans les quartiers en novembre 2005, le CPE en 2006, la LRU en 2007…

Mais nous avons peu de victoires à notre actif, ce qui peut finir par être assez démoralisant… Si nous ne voulons pas que cette combativité exceptionnelle s'évapore, nous devons être plus forts, plus structurés, pour gagner les prochaines batailles : il y a urgence à s'organiser !

Rôle de Sud-étudiant et de l'UNEF dans la lutte contre la LRU

Pendant plusieurs semaines, nous nous sommes organisés collectivement dans des assemblées générales et dans des comités de grève. Il est vital de continuer à rester organisés pour préparer les prochaines batailles contre la politique du gouvernement. Le syndicalisme, c'est organiser au niveau le plus élémentaire la solidarité et la résistance collective, préparer aujourd'hui les luttes de demain. Se syndiquer, oui, mais où ?

La place de Sud-étudiant dans la mobilisation

Sud-étudiant s'est inscrit dans la mobilisation dès le début en participant au collectif national contre l'autonomie. D'emblée, Sud a été pour l'abrogation de la loi. Mais être pour l'abrogation ne suffit pas à avoir une orientation efficace pour gagner. Sur des questions fondamentales, Sud n'a pas proposé une orientation conséquente et a surfé sur la mobilisation. Pire, il n'y a eu aucune volonté de se confronter aux courants autonomes qui refusaient de structurer démocratiquement la lutte, qui relativisaient le mot d'ordre central de la LRU ainsi que l'importance des manifestations. Cela s'est souvent traduit par le refus de doter les AG de comités de grèves élus. À la coordination nationale, Sud argumentait contre le comité de grève national et pour des mandats impératifs, ce qui conduisait à affaiblir dans les faits la capacité d'élaboration et d'initiative… Donc à empêcher qu'elle se pose comme une direction alternative à celle de l'Unef.

Le rôle de l'Unef

En négociant au nom du mouvement, sans vouloir l'abrogation de la loi, la direction de l'Unef a clairement trahi la mobilisation. En adoptant une position attentiste au début c'est-à-dire sans freiner consciemment l'essor de la grève, elle a refusé tout simplement de la construire. Hormis Tours et Lille, la tendance majoritaire de l'Unef n'a participé à aucune coord'. La direction de ce syndicat a refusé de s'inscrire dans la lutte et de s'opposer frontalement à la politique de privatisation de l'université. Aucune orientation, aucune perspective n'était proposée et défendue pour permettre au mouvement de gagner. L'Unef a tourné le dos à la grève et a appelé au retour au calme. L'absence du syndicat majoritaire pour mener cette bataille a eu des conséquences directes sur l'implication massive des étudiants.

Se syndiquer à l'Unef

L'une des raisons pour lesquelles notre lutte n'a pas obtenu de victoires est le manque d'implication de la grande masse des étudiants dans la grève. Il est incontestable que l'Unef a une influence sur ces étudiants. Il y avait donc un enjeu important à contraindre la direction de l'Unef à rejoindre notre mobilisation. Mais cette bataille ne peut se mener de manière dissociée d'une bataille contre la bureaucratie syndicale. De fait, le meilleur moyen de mener ce combat est d'être à l'Unef pour combattre au quotidien la bureaucratie, mais aussi militer quotidiennement aux côtés des étudiants qu'elle influence… Pour que la première organisation étudiante soit réellement contrôlée par les étudiants eux-mêmes !

Keira, [Lille]

ectives

Construire, massifier et unifier nos luttes pour gagner !

Ces derniers mois se sont déclenchées de nombreuses luttes dans des secteurs variés (EDF-GDF, cheminots, étudiants) contre les attaques du gouvernement. Ces luttes ont été massives et ont apporté la preuve d'une forte volonté de résistance à Sarkozy et à sa politique. Cependant, tant les étudiants que les travailleurs n'ont réussi à imposer leurs revendications, c'est pourquoi il importe aujourd'hui de tirer un premier bilan des mobilisations, notamment sur nos facs.

Massifier les luttes !

Nous devons comprendre pourquoi nous n'avons pas gagné. Les difficultés étaient nombreuses et malgré des Assemblées Générales massives nous n'avons pas réussi à construire un rapport de force suffisamment puissant pour faire plier le gouvernement. Du fait de la forte répression à laquelle nous avons du faire face (envoi de CRS, fermetures administratives, vigiles référendums imposées par les administrations…), les blocages ont été particulièrement difficiles à tenir. Et malgré ces difficultés, nous avons été capables de mettre la pression au gouvernement et d'obtenir des « promesses » de la part de Valérie Pecresse. L'existence même de ces engagements, même s'ils sont minimes et ne représentent pas un recul sur le fond de la loi en elle-même, montrent que les étudiants peuvent faire peur au gouvernement. Cependant nous n'avons pas réussi à maintenir le rapport de force pour obtenir le retrait de la LRU. Ce mouvement a une fois de plus démontré que si les étudiants ne bloquent pas leurs facs, il leur est très difficile de se mobiliser de façon massive, d'être nombreux dans la rue et de réellement se confronter au gouvernement. Or, comme le mouvement contre le CPE nous l'a démontré, seules des actions et des manifestations massives et régulières peuvent nos permettre d'amplifier encore un mouvement et de gagner. Il est aussi nécessaire d'être visibles et massifs, ce que nous n'avons pas réussi à faire.

Vers la grève générale

Pour faire plier un tel gouvernement, notre seul moyen est un mouvement d'ensemble des jeunes et des travailleurs. La grève étudiante, l'arrêt des cours n'a en soi aucun poids sur l'économie. Mais un mouvement de jeunes massif peut ébranler la classe ouvrière, qui elle peut faire trembler le système. Pour entraîner les travailleurs, il est nécessaire d'avoir des forces disponibles pour s'adresser à eux dans les entreprises, dans les structures syndicales. Pour réussir tout cela, il faut être nombreux ! Les étudiants, et plus largement la jeunesse à la capacité à entrainer les autres secteurs dans la lutte afin de créer une atmosphère d'affrontement global avec le gouvernement et la classe dirigeante. Aujourd'hui pour gagner il nous faut généraliser nos luttes, pour aller vers la grève générale, c'est-à-dire un large mouvement interprofessionnel avec des revendications communes à tous les secteurs.

Ce n'était qu'une bataille !

Nous devons donc dès aujourd'hui, nous servir de nos expériences de lutte pour continuer de nous battre contre cette loi, contre la politique de ce gouvernement qui vise à casser le service public d'enseignement et, plus largement contre la politique du gouvernement qui attaque allègrement la jeunesse et les travailleurs. Sarkozy nous en promet de belles pour 2008 (remise en cause généralisée des 35 heures, pouvoir d'achat en baisse, expulsions de sans-papier, casse des services publics), soyons prêts à lui répondre ! On nous attaque tous, c'est tous ensemble qu'il nous faut riposter !

Marie [Metz]


DR.


DR.

De la LRU au Plan Licence: toujours autant de raisons de se battre !

Avec le « Plan Licence » présenté par Valerie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, le gouvernement présente ses intentions de mettre les licences au diapason de l'idéologie libérale. Dans la filiation directe de la LRU, le Plan Licence a une obsession : la professionnalisation. L'insertion professionnelle devient un des objectifs du nouveau « cahier des charges » de la licence rénovée. Rien d'étonnant puisque l'on avait déjà dénoncé l'ajout, par la loi LRU, de « l'insertion professionnelle » dans les objectifs de l'université. Ce plan apparaît d'autant plus comme un nouvel effet d'annonce de la ministre, lorsqu'on sait que celui-ci, présenté comme une réponse aux attentes des étudiants mobilisés, était dans ses cartons depuis longtemps et qu'il n'est en aucun cas mis en lien avec des créations de postes, pourtant nécessaires et réclamés par l'ensemble de la communauté universitaire. Comme pour la LRU, il n'y a pas de doutes à avoir quant aux objectifs de ce plan, qui vise à imposer à l'éducation une logique de rentabilité et de soumission aux seuls intérêts privés.

Une révolution pédagogique ?

Fondé sur une conception de l'université qui donne priorité à la logique de compétence plus qu'à l'accès à la connaissance, ce plan définit l'insertion professionnelle de façon très étroite, entendu comme employabilité directe. La « rénovation » annoncée de la licence se traduit par une diminution des enseignements fondamentaux au profit de « compétences » correspondant aux besoins immédiats du patronat (informatique, langues, connaissances à minima telles que celles mises en place dans les lycées). Ces transformations profondes de l'éducation sont à mettre en lien avec les mutations du marché du travail et les modifications du contrat de travail vers plus de flexibilité, bref de précarité. En effet, l'évolution rapide du monde du travail nécessiterait un accès à des connaissances larges plutôt qu'une formation qui ne se donne pour objectif qu'une réponse aux besoins immédiats du bassin local d'emplois. Le Plan Licence transforme l'université en pourvoyeuse de main d'œuvre jetable au gré des besoins du patronat, n'ayant qu'une vision de rentabilité à court terme.

Orientation ou sélection ?

L'orientation active pour les bacheliers, prévue dans la loi LRU, est un des axes principaux du plan. Cette dernière mesure permettra à l'université de gérer les flux d'étudiants pour les diriger en fonction des besoins des entreprises (parties prenantes de la gestion des université grâce à la LRU) notamment vers des filières professionnelles (IUT et STS) et non en fonction des aspirations des étudiants. Dans le même sillon, le « contrat de réussite » signé entre l'étudiant et son université, permettra à cette dernière d'imposer ses « exigences » aux étudiants et de modeler leur parcours si besoin est. Les résultats des universités en terme d'insertion professionnelle devront ensuite être publiés sur internet, accentuant la logique de concurrence sur la base d'indicateurs qui ne sont plus ceux de la qualité de l'enseignement, mais ceux d'une adaptation aux exigences libérales.

Au cours de la licence, « la découverte du monde professionnel » devient une réelle priorité avec notamment l'obligation d'avoir validé un stage. Cette mesure est une fois de plus un moyen de donner aux entreprises une main d'œuvre malléable et non-payée, alors qu'aujourd'hui, 50% des étudiants sont d'ores et déjà contraints de travailler pour vivre.

«Travailler plus pour gagner plus»...

Dans la continuité de ces mesures, c'est le leitmotiv de Sarko « travailler plus pour gagner plus » qui est mis en place, puisque l'augmentation du volume horaire d'enseignements n'est en aucun cas accompagné de création de postes, mais seulement d'une défiscalisation des heures supplémentaires pour les professeurs, leur donnant ainsi moins de temps disponible pour une recherche de qualité. Quant aux « tutorats » pour les étudiants en licence, il devra être assuré une fois de plus par des contractuels précaires (notamment des étudiants en Master), choisis selon les exigences de l'administration, ceci cassant la cohérence des équipes pédagogiques.

Dans la continuité de la logique libérale de la LRU soumettant les facs aux intérêts privés, ces nouvelles mesures doivent être combattues au même titre. Nous réclamons, en plus de l'abrogation de la LRU, la remise en cause de ce plan ainsi qu'une réelle politique de réengagement financier de l'Etat, une université qui soit enfin accessible à tou(te)s et se donnant comme priorité l'accès aux connaissances, une bourse d'autonomie donnant les moyens aux étudiants, même venant des milieux populaires, de réussir leur licence.

Matthias et Kevin,
[Section Jeune LCR Aix]

Dans la jeunesse, c'est parti !

Le 15 décembre dernier s'est tenue la première réunion nationale de jeunes pour la création d'un nouveau parti anticapitaliste. 150 jeunes venus de 16 villes différentes (Alençon, Amiens, Bordeaux, Chambéry, Dijon, Grenoble, Guéret, Limoges, Le Mans, Nancy, Reims, Rennes, Toulouse, Tours, Vitry-le-François, Région Parisienne) ont échangé et débattu lors de cette rencontre. Parmi ces étudiants, lycéens et jeunes travailleurs, des militants des JCR, des jeunes de la LCR, de la Fraction de Lutte Ouvrière, de la Gauche Révolutionnaire, des syndicalistes étudiants, des jeunes non organisés...

Tirer des bilans...

L'objectif était, au sortir du premier semestre, de faire un premier bilan d'étape de la mobilisation contre la loi Pécresse sur l'autonomie des universités, mais aussi des premières expériences de réunions, de comités pour la création d'un nouveau parti anticapitaliste. Cette journée a aussi été l'occasion d'approfondir les discussions sur quel parti nous voulions construire avec notamment un débat introduit par Daniel Bensaïd sur « Comment changer le monde ? ».

... pour préparer les prochaines batailles

Le bilan du mouvement contre la LRU pose avec une plus grande urgence encore la nécessité d'un nouveau parti. Pour que de nouvelles luttes émergent rapidement, il faut beaucoup plus de gens qui agissent au quotidien pour préparer le terrain, il faut beaucoup plus de militants. Et pour que ces prochaines luttes remportent des victoires, il faut aussi que nous soyons plus nombreux à défendre une orientation de massification et de généralisation de la grève, de liens entre les différents secteurs…

Un nouveau parti pour une nouvelle génération !

Nous avons besoin d'un outil qui organise la nouvelle génération militante qui a émergé pendant les mouvements contre la loi Fillon, dans la révolte des quartiers populaires, dans la lutte contre le CPE et contre la LRU. Nous avons besoin d'un outil qui soit utile aux luttes, pour que les militants combatifs soient capables de taper sur un même clou dans les moments décisifs. Et un parti qui se fixe pour objectif de renverser cette société, et d'en construire une nouvelle, sans exploitation et sans oppression, pas simplement de gagner une grève de temps en temps.

« La jeunesse est la flamme de la révolution »

La réussite de cette première réunion nationale de jeunes prouve que la campagne pour un nouveau parti lancée par la LCR et les JCR rencontre un écho significatif dans la jeunesse. Les premières expériences de réunions publiques tentées sur les facs et les lycées ne font que confirmer cet écho. Des comités pour un nouveau parti se sont par exemple constitués sur les facs de Bordeaux, Toulouse et Nanterre. Ils rassemblent chacun plusieurs dizaines de jeunes qui commencent à s'impliquer dans la construction de ce nouveau parti. Il s'agit maintenant de généraliser ces expériences de comités jeunes pour un nouveau parti, et de chercher à organiser toute la jeunesse combative, dans les facs, les lycées, les quartiers, en publiant des bulletins de ces comités, en organisant des meetings, pour populariser et débattre l'idée d'un nouveau parti.

Le printemps sera chaud !

Entre les futures luttes (2ème round sur la LRU et son application dans les facs, réforme du bac sur les lycées pro et généraux, luttes des salariés...) et le 40ème anniversaire de mai 68, sans oublier les élections municipales, le deuxième semestre va être une période propice à approfondir cette campagne pour un nouveau parti dans la jeunesse.

Nos bonnes résolutions pour l'année 2008 ? Lutter et s'organiser pour renverser le système !

Haïm, |Nanterre|



Première réunion nationale Jeunes pour le Nouveau Parti, le 15 décembre 2007 à Paris

A Nanterre

La première réunion publique à la fac de Nanterre était en octobre, avec 24 personnes, JCR-LCR, de LO, de la Fraction de LO, de la GR, de l UEC et non organisées.

La deuxième en a rassemblé 33, avec une discussion sur les institutions, introduite par un camarade et une militante non organisée. Dorénavant il ne s agirait plus de réunions de la LCR et des JCR, mais d un comité pour un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire.

25 personnes à la réunion suivante, 42 à celle d après et enfin 36, en plein c ur et sur la fin du mouvement. En 2008, reprise avec 30 présents. Les non organisés, militants du mouvement, dont certains de la TUUD, sont de plus en plus.

On discute de sujets « théoriques » (aller des luttes immédiates au renversement du système, quel fonctionnement) mais aussi actuels (les attaques contre le droit du travail, l internationalisme). Nous décidons ensemble de la date et du sujet du comité suivant et nous mobilisons par flyers et affiches. Nous avons aussi décidé d organiser un meeting-débat et de publier un bulletin. Des succès en perspective !

A Toulouse

La grève de cet automne contre la loi LRU a montré que le potentiel de résistance dans la jeunesse était dans la droite ligne des mobilisations de ces dernières années (loi Fillon, CPE,…). Les jeunes qui ont fait leur propre expérience de la lutte à plusieurs reprises ont acquis des réflexes (auto-organisation, coordinations nationales, blocage et occupation) et une conscience des enjeux politiques (lutte contre le système, projet de société…). C'est dans ce contexte que la proposition d'un nouveau parti anticapitaliste est en train de trouver un certain écho sur les facs toulousaines.

Deux réunions publiques se sont tenues au mois de décembre, regroupant une trentaine de personnes à Rangueil et environ 75 au Mirail. Les débats se sont centrés sur la situation politique, la nécessité de poser une alternative à la société capitaliste, le rôle d'un parti, la stratégie pour changer la société… Une série de réunions sur chacun de ces thèmes va être mise en place dans les deux mois à venir dans le cadre de comités pour la création du nouveau parti anticapitaliste. Ce lieu de débat devra, par la suite, devenir aussi un cadre d'action.

Nous devrons réaliser le même travail sur la fac de l'Arsenal, sur certains lycées où nous sommes implantés ainsi qu'en direction des jeunes travailleurs qui constitueront le socle du nouveau parti.

A Bordeaux

Suite à l'appel de la LCR à créer un nouveau parti anticapitaliste, la section jeune de la LCR Bordeaux a organisé des réunions publiques (25 puis 45 personnes) dans les facs, où se sont retrouvés des étudiants mobilisés contre la LRU.

Les discussions ont exprimé un attachement à la lutte, à l'auto-organisation, et un net rejet de la « gauche » institutionnelle. Un matériel propre (et non plus LCR) a déjà été créé. Au sein de ce comité de la jeunesse anticapitaliste, les camarades de la LCR sont d'ores et déjà minoritaires, alors même que nos idées ne le sont pas ; une dynamique semble être née de l'accumulation de luttes et de la volonté de se battre encore, ensemble.

Convergences Révolutionnaires

Tribune des camarades jeunes de la Fraction de Lutte Ouvrière

Une condition nécessaire à la perspective d'un nouveau parti

Nous remercions tout d'abord les camarades des JCR de nous donner l'occasion d'exprimer notre point de vue dans leur journal. Comme un certain nombre de lecteurs de RED le savent, la Fraction L'Etincelle de Lutte Ouvrière a répondu positivement à la proposition d'examiner les possibilités de création d'un nouveau parti et milite pour que LO tout entière adopte la même attitude.

Mais répondre positivement consiste d'abord à tenter d'éclaircir ce qui nous paraît encore trop flou et ambigu. Quel parti la majorité de la LCR se propose-t-elle de construire ?

Dans ses thèses, dans ses déclarations publiques, la majorité de la LCR insiste sur le fait que ce serait un parti « anticapitaliste » plutôt que « révolutionnaire ». Certes, le terme « anticapitaliste » se veut pédagogique. Mais il ne permet en rien de définir avec précision les contours politiques de ce nouveau parti que la LCR appelle de ces vœux. Ce qui est pourtant la tâche du moment.

En effet, la LCR accole au terme « anticapitaliste », ceux d'« internationaliste, écologiste, féministe… ». Pourquoi celui de « révolutionnaire » n'apparaît-il jamais à l'égal des autres, mais plutôt (quand il apparaît) comme le rajout d'un détail secondaire ?

Nous savons que lorsqu'il s'agit de délimiter le programme et les objectifs d'un parti, les termes prennent une importance décisive. Or, les termes « anticapitaliste » et « révolutionnaire » ne sont pas synonymes, et choisir l'un ou l'autre pour qualifier le nouveau parti que la LCR appelle de ses vœux, c'est en réalité faire un choix entre deux options absolument contradictoires.

La première consisterait à rassembler révolutionnaires et non révolutionnaires sans clarifier plus avant, dans l'espoir de ratisser tous ceux qui, écœurés par la politique actuelle du PS, sont réceptifs à l'idée qu'aucune alliance gouvernementale n'est à l'heure actuelle possible avec ce PS. Mais si notre nouveau parti ne se présente pas comme ouvertement révolutionnaire et si cette volonté même sincère du public auquel on s'adresse de rompre avec une politique trahison du PS ne s'accompagne pas d'une adhésion aux idées et aux perspectives révolutionnaires, l'indignation juste mais circonstancielle retombée, tous ceux qui auront suivi l'extrême gauche dans ce nouveau parti ne verrons plus de perspectives que dans un retour aux vieilles illusions. Celles précisément d'une « vraie gauche » dans laquelle viendront se noyer, y compris les révolutionnaires. Ainsi se sont échoués tous les partis mi-chèvre mi-chou, nés d'une opposition forte mais circonstancielle à la politique de la gauche traditionnelle. Quel autre sort pourrait espérer une nouvelle tentative du genre en France aujourd'hui ?

L'autre option est de se constituer sur des bases clairement et ouvertement révolutionnaires, avec pour but d'organiser la riposte et les luttes des travailleurs. Un parti non seulement en opposition radicale avec le cours actuel de la gauche (dirigée par le PS) mais se donnant pour objectif de renverser le régime capitaliste par l'instauration du pouvoir des travailleurs.

Certes, nous savons qu'un nouveau parti n'a de chance de voir le jour que si les révolutionnaires actuels le font avec des gens qui ne l'étaient pas jusque là. Mais cela implique de trancher dès le départ sur le but qu'un tel parti se fixe : la transformation du capitalisme ou son renversement.

Bien sûr, nous savons aussi que ce n'est pas le terme « révolutionnaire » qui empêchera des gens qui se disent (ou se croient) révolutionnaires sans l'être, d'adhérer au parti. En revanche, son absence ouvrirait la porte à tous ceux qui ne le sont pas, le savent, voire le proclament, leur permettant ainsi de peser sur la politique, les orientations et finalement la nature du parti.

C'est pourquoi nous souhaitons que la LCR lève toute ambiguïté en lançant un appel pour un parti révolutionnaire ayant explicitement pour but le renversement du capitalisme et l'instauration du pouvoir des travailleurs et comme moyen l'intervention dans la lutte des classes. Ce n'est qu'une fois ce préalable clairement posé que le parti pourra se dire anticapitaliste, écologiste et féministe. Que peut bien être d'autre un parti révolutionnaire ?

Des camarades de la Fraction l'Etincelle de Lutte Ouvrière

Négociations sur la « modernisation du marché du travail »

Les séances de négociations entre les représentants du patronat (MEDEF, CGPMEetc.) et ceux des cinq syndicats dits « représentatifs », c'est-à-dire CGT, CFDT, FO, CGC, CFTC, sont en passe de se terminer.

Flexibilisation, précarisation, période d'essai allongée en préparation

Le patronat a formulé l'exigence d'une « flexibilisation » du contrat de travail, comportant notamment l'allongement de la période d'essai pendant laquelle le patron peut licencier le salarié sans contrainte, sans risque. La période d'essai serait portée à trois mois – renouvelable une fois - pour les ouvriers et les employés, tandis que les cadres la verraient allongée à six mois, renouvelable une fois.



Contrat à durée indéterminée... à durée déterminée !

Alors que Sarkozy avait fait campagne sur le thème du « contrat unique » pour tous les salariés, inspiré du CNE qui permettrait au patron de licencier très facilement n'importe quel salarié, les patrons ont formulés des exigences différentes. Ainsi, le patronat a exigé la mise en place d'un nouveau contrat vidant le CDI de son contenu, baptisé le « CDI de mission ». Ce contrat serait conclu pour la réalisation d'un objet précis, pour au moins dix-huit mois, par exemple pour le temps nécessaire à lancer une nouvelle voiture dans l'industrie automobile. Une fois la voiture lancée, le contrat est brisé, le salarié viré.



Ce licenciement n'étant pas considéré comme un licenciement économique, le salarié ne pourra pas demander les mêmes indemnités ou contester son licenciement en justice. Si le salarié s'est montré un peu trop « turbulent », s'étant par exemple battu pour des augmentations de salaires ou en ayant rejoint un syndicat, le patron ne lui proposera certainement pas un nouveau contrat. C'est le principe de l'intérim étendu à l'ensemble des salariés.

Maintien des contrats précaires, allongement de la durée des CDD

Les patrons ont exigé le maintien des contrats précaires actuels existants, et aussi la création d'un nouveau super CDD. Aujourd'hui, la durée d'un CDD ne peut pas excéder 18 mois. Au-delà de cette durée, l'employeur est tenu par la loi d'embaucher le salarié en CDI. Les patrons réclament donc la mise en place d'un nouveau CDD qui pourrait durer plusieurs années.

Licenciements « à l'amiable »

Le MEDEF réclame la mise en place de la « séparabilité à l'amiable ». Le licenciement échapperait donc au contrôle du juge sur le motif du licenciement, par un « accord de rupture » entre l'employeur et le salarié, dans lequel le salarié évidemment ne pèse pas grand chose. Et surtout, la séparabilité empêche tout recours devant un tribunal !

Nos vœux pour 2008 : un mouvement d'ensemble !

Devant ces attaques lancées par le gouvernement et le patronat, le seul vœu que l'on puisse formuler pour cette nouvelle année 2008 est que les travailleurs rentrent en lutte pour mettre un coup d'arrêt à cette politique. Comme en 2006 contre le CPE, nous pouvons gagner !

Axel, [Nanterre]

Suppression du BEP

Cela fait longtemps que l'idée de remplacer le cursus BEP (2 ans) puis Bac pro (2 ans) par une formation en trois ans est née. Depuis 2001, une « expérimentation » de celle-ci sur 10 000 lycéens est mise en place. La réforme prévue cette année correspond à une application de ce système de Bac Pro en 3 ans. Il deviendrait systématique en lycée Pro (50% des BEP vente, compta, etc., supprimés dès la rentrée 2008). Une fois la réforme appliquée, 25% des postes de profs dans les lycées pro vont disparaître.

On peut lire dans un rapport de l IGEN (2005) : « une grande majorité d élèves ne peuvent pas suivre un parcours vers un Bac Pro en 3 ans au terme du collège, à ce titre, ils ne peuvent être oubliés ». Même les sénateurs ont décrié cette réforme : « Les progrès futurs de l Enseignement Professionnel se mesureront bien au contraire dans sa capacité à prendre en compte les besoins singuliers des élèves, sans chercher à leur imposer un rythme en particulier, qui pourrait ne pas leur convenir. »

DARCOS semble nier ces critiques et impose l'application du système sans même engager de débats syndicaux, ou toute consultation.



Une réforme qui pénalise les élèves les plus « fragiles », et empêche toute progression dans les études

De nombreux élèves dits « en difficultés » au collège partaient en lycée pro pour obtenir un diplôme leur permettant d'acquérir une formation. Après ces deux ans, le diplôme obtenu permettait d'avoir une base de protection sociale au travail. Plus de 46% d'entre eux continuaient jusqu'au bac pro. La suppression des BEP rendra l'accession à un diplôme plus difficile : que ferons-nous après le collège, sans formation, et sans protection sociale ?

Le cursus BEP permettait de rejoindre l'enseignement général et technologique par une Première d'adaptation. Cette passerelle est supprimée.

Derrière tout cela, c'est le Second Degré en général qui est menacé

En supprimant une année scolaire, la réforme met directement en concurrence l'Enseignement Professionnel et le Technologique. À terme, c'est une grande diminution de l'offre de formation et donc des places disponibles (on passe de 95 à 20 Bac Pro), préparant la refonte de l'Enseignement Technologique dans le Général. La réforme devient alors celle du lycée unique, avec encore plus de sélection, une réforme d'un second degré au service du patronat, qui s'inscrit dans une politique similaire à celle mise en œuvre avec la loi de privatisation des universités.



En cette rentrée, les lycéens de LEP ont montré qu'ils étaient un réel potentiel de mobilisation, rejetant cette réforme et participant à la mobilisation contre la LRU. Cette capacité d'organisation montre qu'une large partie des lycéens est prête à se battre !

Florian, [Toulouse]

FORMATION

Le front unique ouvrier : « Marcher séparément, frapper ensemble »



DR.

«La force est dans l'unité»

La question de l'**unité** a eu une grande importance dans les luttes de ce premier semestre, contre la casse des régimes spéciaux chez les cheminots, contre la LRU sur les facs. Les étudiants et plus encore les cheminots ont pu constater que la participation seulement partielle des grandes centrales syndicales aux mobilisations est la cause principale de leur échec : en négociant tôt et sans l'accord majoritaire des cheminots ou des étudiants en lutte, la CGT comme l'Unef, ont pu faire cesser les mobilisations en quelques semaines maximum. En effet, ces syndicats organisent ou influencent une part importante des salariés et des étudiants, qui même s'ils ne sont pas en accord avec elles, ne pensent pas qu'une lutte puisse gagner sans elles.

C'est pourquoi, dans l'histoire et encore aujourd'hui, les révolutionnaires ont participé à la construction de **fronts uniques** pour unir les travailleurs et mettre les grandes organisations non révolutionnaires (PS, PC, directions syndicales...) devant leurs responsabilités.

L'unité d'action, le front unique, n'est pas pour nous que **stratégie,** c'est-à-dire un principe permanent qui détermine le reste de notre action. Il s'agit aussi d'une **tactique**, utile pour atteindre certains objectifs et dans certaines conditions, mais qui doit parfois être abandonnée quand elle risque de nuire, quand la situation a changé.

La division de la classe ouvrière

Nous voulons changer le monde, faire la révolution. Un tel projet nécessite que la classe ouvrière soit unie et cohérente, pour pouvoir entraîner les autres secteurs de la société derrière elle, et que cette union se réalise sur la base du projet révolutionnaire. Unir la classe et la gagner à la révolution est la tâche la plus difficile à accomplir. En effet, les travailleurs sont divisés, de plusieurs façons : entre hommes et femmes, entre travailleurs hautement qualifiés, peu qualifiés, chômeurs, entre vieux et jeunes... Autant de statuts et de conditions de travail différents. Pour faire face à cela, le seul moyen est de s'organiser dans un syndicat, dans une organisation politique. Seulement, l'histoire, l'évolution des différents courants politiques fait qu'il n'y a pas un seul syndicat ni une seule organisation politique mais plusieurs. La majorité de ces organisations n'est pas révolutionnaire ; elles n'entraîneront pas d'elles-même les travailleurs et les étudiants dans une lutte sans mercie contre le patronat : elles n'engagent la lutte que lorsque c'est indispensable pour que les travailleurs continuent à avoir confiance en elles, et ne la mènent pas jusqu'à l'affrontement maximal.

Le front unique pour convaincre

Les révolutionnaires ont donc pour tâche de rassembler et de convaincre de la révolution l'ensemble des travailleurs-ses. Pour cela, il faut que les révolutionnaires agissent et fassent agir la classe ouvrière avec eux, pour lui donner confiance et s'appuyer sur des expériences communes. Ça signifie faire agir avec nous :

– ceux qui sont dans des organisations non révolutionnaires, et donc n'ont pas *a priori* confiance en nous,

– ceux qui ne sont pas organisés, c'est-à-dire la majorité de la population. En fait les réformistes les influencent également, car ils s'appuient à la « paresse » de la classe ouvrière (ou des étudiants) : au quotidien, au travail, en cours, il semble évident à la majorité des gens qu'on ne peut rien changer à la situation, qu'il est normal de se soumettre au patron.Les réformistes s'appuient sur ce sentiment pour dire que « les gens ne sont pas prêts à lutter ». En effet, cela demande un effort de vouloir changer les choses, et cela demande de prendre des risques.

Le front unique consiste à proposer l'unité d'action à toutes lesorganisations du mouvement ouvrier. Même si elles agissent en réalité dans l'intérêt de la bourgeoisie, et qu'elles risquent de trahir, du moment qu'elles influencent et/ou organisent des travailleurs il faut les forcer à se lancer dans la lutte sur les intérêts immédiats. Cela permet de lancer le plus de forces possibles dans la bataille. Et de se donner les moyens de gagner. De plus, dans la lutte, les gens font de nouvelles expériences, et peuvent prendre conscience des trahisons des directions syndicales ou politiques réformistes. Ils peuvent également voir qu'il ne suffira pas de luttes isolées et ponctuelles, mais de la nécessité d'une lutte d'ensemble, d'un changement de société.

Les révolutionnaires doivent proposer l'unité d'action sur toutes les questions concrètes pour mener la lutte jusqu'à la victoire, et aussi loin qu'il est possible. Ils apparaissent ainsi aux yeux de tous les plus honnêtes et déterminés, constructeurs des luttes immédiates des travailleurs, et ont l'occasion de convaincre massivement de leurs idées.

Contre le gauchisme

Ne pas faire l'unité dans les luttes immédiates, sous prétexte de désaccords politiques généraux, c'est ne pas se donner les moyens de gagner. Il est donc très important de ne pas abandonner même les plus « petites luttes », les plus locales : la lutte des classes est permanente, elle ne s'arrête jamais, et si les travailleurs ne sont pas en train de faire avancer le rapport de force en leur faveur ou du moins de l'empêcher de reculer, c'est qu'ils reculent.


DR.

Une bataille perdue alors que tout a été mis en oeuvre pour la gagner n'est pas nécessairement un recul pour la classe, elle peut permettre de tirer des leçons pour l'avenir, de se rendre compte de l'état des forces... Mais le plus souvent quand une lutte échoue c'est qu'une des organisations, des forces qui y était impliquée, a abandonné cette lutte et a entraîné ou découragé une fraction des travailleurs du même coup. Ce faisant, elle fait perdre confiance aux ouvriers dans les organisations (politiques ou syndicales) en général et – bien sûr – plus particulièrement en elle-même. Lors du mouvement étudiant contre la LRU, l'Unef a tardé à entrer dans la lutte et l'a quittée après des négociations avec le gouvernement. De nombreux étudiants ont pensé qu'il n'était plus possible de gagner, et les plus mobilisés n'ont plus confiance dans ce syndicat. Les révolutionnaires ne doivent jamais être cette organisation, tant qu'un nombre significatif d'ouvriers est impliqué dans la lutte.

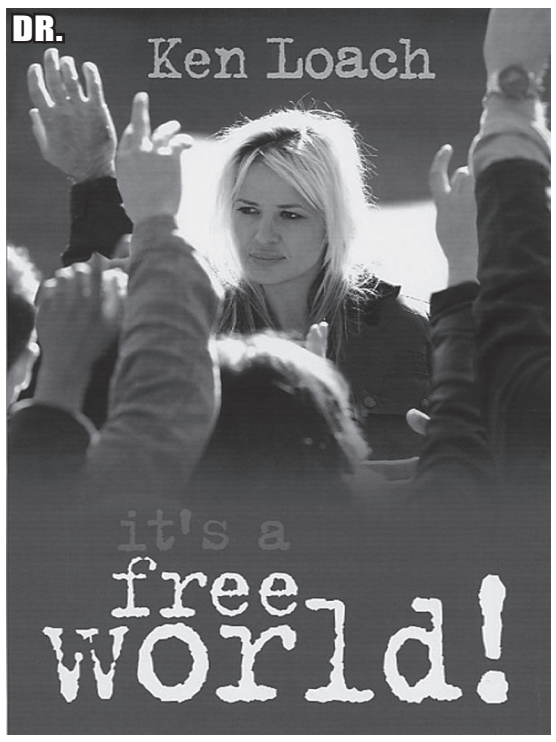
Le syndicalisme

Le syndicat est un cadre de front unique permanent, puisqu'il rassemble les travailleurs non sur la base de leurs opinions politiques, mais sur celle de leurs intérêts communs. Rassembler autant que possible l'ensemble des travailleurs et des étudiants dans un même syndicats leur permet de faire des expériences communes, et d'être plus forts quand le syndicats décide de se lancer dans la lutte. Toutes ces expériences, les révolutionnaires doivent les faire avec les gens, et non dénoncer de l'extérieur les pratiques d'une direction syndicale en qui les syndiqués ont (malheureusement) confiance.

A aucun moment le front unique ne nous empêche de critiquer ceux avec qui on le fait. Bien au contraire, il permet de le faire de façon plus efficace et convaincante.

Cela permet d'amener les traîtres à assumer leurs trahisons devant la classe ou à refuser l'unité. Ainsi, au lieu de dénoncer idéologiquement les directions réformistes, on fait la preuve de leur traîtrise dans l'action. Car c'est bien dans l'action et seulement dans l'action que les révolutionnaires pourront un jour gagner à leur projet l'ensemble de la société.

Suzanne, [Tolbiac-Sorbonne]



It's a Free World ! de Ken Loach

Deux ans après *Le Vent se Lève*, Ken Loach revient, cette fois dans le lieu de nombre de ses films, l'Angleterre post-Thatcher, celle de Blair et Brown.

Au menu, le résultat de 25 ans de destruction de tous les acquis sociaux, de casse des syndicats, de privatisations et de précarisation généralisée pour tous les travailleurs.

Dans ce contexte morose, Angie, mère de famille célibataire, enfant d'ouvriers, décide, après 30 boulots différents, de ne plus compter que sur elle-même et de monter sa propre entreprise, une agence d'intérim. Avec sa colocataire, elle voient des opportunités dans la présence d'un grand nombre d'immigrés à la recherche d'un travail.

Très vite, les belles intentions (« J'essaye de leur donner une chance ») cèdent le pas à la logique gestionnaire et capitaliste.

La conversion au libéralisme de cette fille de la classe ouvrière est effrayante : heures de travail non payées, charges sociales non déclarées, absence de droits pour les salariés (dont une partie de sans-papiers) qu'elle exploite, mais également mépris, violence verbale, mise en concurrence des travailleurs et racisme… Jusqu'à faire expulser des sans-papiers pour atteindre ses objectifs.

Malgré ce portrait à la limite de la monstruosité, Ken Loach se garde de porter un jugement purement moral sur son personnage. A travers de rares éclairs d'humanité de celle-ci, il fait comprendre qu'Angie est avant tout le produit d'un système, le capitalisme, et que c'est à celui-ci qu'il faut s'attaquer.

Si Thatcher et Reagan ont réussi leur pari de détruire durablement le mouvement ouvrier, Sarkozy, dont c'est l'objectif affiché, nous trouvera en face de lui, pour résister, le mettre en échec et changer cette société pourrie !

Ce film est exemplaire, à voir sans faute !

Yoann, [Nanterre]

Pour tous les antiracistes, à voir absolument !!!

DVD : The Black Dragons Gang



Ce film est un documentaire autour du Black Dragons Gang, une organisation de jeunes Noirs créée dans les Hauts de Seine (92) au début des années 1980, afin de lutter contre la présence des skinheads en région parisienne et de faire cesser les exactions racistes dont ils se rendaient coupables. En effet, dans les années 1980, l'extrême droite est en progression en France et les skinheads ont pignon sur rue en région parisienne y compris dans des quartiers comme la Défense ou Châtelet.

C'est la raison pour laquelle Yves Levent prend l'initiative de créer une organisation sur l'exemple du Black Panthers Party aux Etats Unis afin de lutter contre les skinheads. C'est ainsi qu'est créé le Black Dragons Gang, une organisation qui regroupera jusqu'à 900 membres dans toute la France, tous adeptes de l'antiracisme et des arts martiaux.

Durant plusieurs années, des affrontements violents vont se dérouler entre Skinheads et Black Dragons. A l'issue de ces affrontements, les Skinheads ne seront plus en mesure ni d'occuper les rues et les quartiers comme ils le faisaient auparavant, ni de poursuivre leurs exactions racistes.

Dans une période marquée par la recrudescence des idéologies racistes et néocoloniales, face à une classe dirigeante totalement décomplexée, nous devons garder cet épisode historique à l'esprit car des situations du même type pourraient un jour se présenter à nous.

En attendant, voir ce film est un bon moyen de se rendre compte de ce qu'était le poids du racisme dans les années 1980 et ce que pouvait se permettre les racistes de tous poils sans être inquiétés par les autorités publiques.

Mochdidi, [Nanterre]

Sexualité

La pilule du lendemain

S'il y a eu ces dernières années une large prise de conscience de la nécessité d'utiliser des moyens contraceptifs, on parle moins souvent de ce qu'on peut faire si ça ne « marche pas », en clair si on oublie de prendre sa pilule ou si le préservatif pète, etc. Dans ce cas, il faut se précipiter sur la pilule du lendemain. Cette pilule empêche la fécondation de l'ovule par le spermatozoïde. Il faut donc la prendre entre 6h et 5 jour après le rapport. Elle est efficace de 50% à 95% (d'après http://www.contaceptions.org) et normalement disponible en pharmacie.



En effet, en janvier 2002, la France a été le premier pays a autoriser la vente de la pilule du lendemain sans ordonnance. Elle doit être donnée gratuitement et anonymement aux mineures qui en font la demande en pharmacie (et à 7,50 euros pour les majeures, remboursé à 65% par la secu). Même mieux, la loi permet aux infirmières scolaires (des collèges et lycées) de donner la pilule du lendemain à une mineure – sans prévenir les parents !

Coup de pression moral !

Mais la réalité est plus complexe. L'église catholique s'est prononcée contre la pilule du lendemain, assimilée à un avortement (alors qu'il n'y a pas de fécondation !). Il arrive que les infirmières scolaires ou les pharmaciens qui ne veulent pas distribuer cette pilule se déclarent « en rupture de stock »…

Comme souvent, il faut se battre pour faire respecter nos droits et exiger l'application de la loi de 2002 ! La pilule du lendemain est une réelle avancée pour les femmes car elle évite les grossesses non désirée et des avortements. La lutte pour le droit à disposer de notre corps n'est pas finie !

Nina, [Nanterre].

Abonnez-vous ! Prenez contact !

r Je veux m'abonner au journal (à partir du numéro ….) pour 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de APEIJ)

r Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (du 21 au 28 juillet en France)

r Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Total: …. euros
Chèque à l'ordre de APEIJ

Je veux commander :
…… brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
…… carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
…… brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
…… brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)
…… brochure(s) sur Che Guevara (1 euro l'exemplaire)
…… brochure(s) sur mai 1968 (1 euro l'exemplaire)

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard Lenoir, 93 100 Montreuil

Nom ….
Prénom ….
Adresse ….
Code postal ….
Ville ….
Téléphone ….
e-mail ……

JCR : jcr@jcr-red.org
Rédaction : red@jcr-red.org
www.jcr-red.org
01 48 70 42 30

Qui sommes-nous ?

Nous luttons pour **une société débarrassée de toute exploitation et aliénation,** pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.
Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'**une rupture radicale avec l'ordre existant.** Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente…
Nous sommes partie prenante de **toutes les luttes** contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.
Nous sommes **internationalistes** parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.
Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut **lutter dans l'unité,** s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.


DR.

Interview de Monsieur R

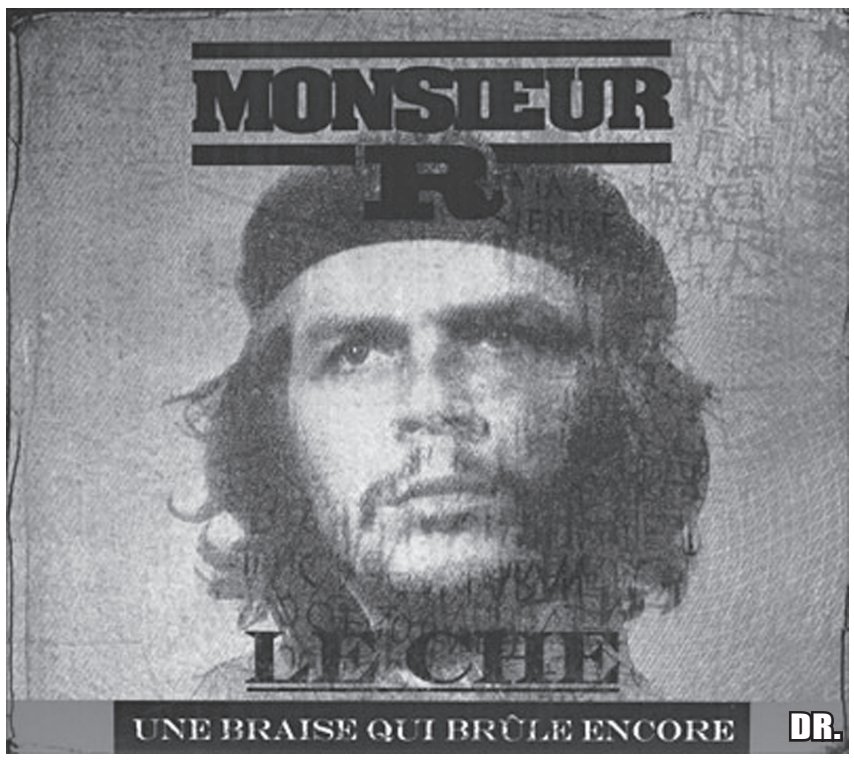
« La seule solution c'est de s'organiser »

RED : Pourquoi un album en hommage au Che ?

Monsieur R : Comme Olivier comptait écrire un livre à l'occasion des 40 ans de la mort du Che, qui s'appelle « le Che, une braise qui brûle encore », j'ai pensé faire un album qui pourrait aussi parler des problèmes sociaux et politiques d'aujourd'hui. Et le Che est une des figures révolutionnaires des 50 dernières années qui me parle le plus, parce qu'il avait trois axes important qui sont l'internationalisme, l'humanisme et l'aspect révolutionnaire. A partir de ça, ça me semblait évident qu'il serait intéressant de monter ce projet.

RED : Par rapport à l'aspect internationaliste, que pense tu de la situation internationale et de la multiplication des guerres ?

Monsieur R : Je pense que le fait que des pays comme l'Inde, la Chine, par exemple, soient en train d'émerger, fait peur aux puissances occidentales, notamment à l'impérialisme des Etats-Unis, qui veulent avoir la mainmise sur le monde. Je crois que s'il y a de plus en plus de conflits, c'est parce qu'il y a un risque de manque des ressources énergétiques, qui vont devenir de plus en plus chères, alors qu'elles sont vitales. J'ai l'impression que les Etats-Unis et les autres pays occidentaux veulent avoir la mainmise sur les énergies qui appartiennent à d'autres pays, et que cette situation n'est pas prête de s'arranger, avec par exemple les risques d'attaque contre l'Iran. La plupart des conflits des dernières années ne sont toujours pas réglés : en Palestine, au Darfour, au Tibet, …



DR.

Malheureusement, ceux que l'on appelle les « pays forts » s'intéressent plus à s'accaparer les matières premières des autres pays plutôt que de régler les problèmes de colonisation qui existent…

RED : Que pense tu de la politique de Sarkozy et son gouvernement et comment y faire face ?

Monsieur R : Je pense que la politique de Sarkozy est très dangereuse, qu'il joue sur la peur des gens. Parler de filiation par la génétique, c'est aberrant ! Tout ça pour faire plaisir à l'électorat du Front National ! On s'aperçoit malheureusement que beaucoup d'ouvriers ont voté pour lui, et ils se sont trompés car la politique qu'il mène va contre leurs intérêts et ceux de tous les gens du peuple. Sarkozy s'attaque à tous les acquis sociaux, qui ont été gagnés par des luttes. Parfois, des gens ont perdu leur vie pour obtenir ces droits. Il est en train de tout mettre en miettes, il s'attaque aux plus démunis ! Quand on regarde comment les mal-logés ont été réprimés violemment Rue de la Banque, alors qu'il n'y avait que des femmes et des enfants, comment sont traités les immigrés, on voit qu'il s'attaque aux plus faibles, c'est une politique dangereuse ! La seule solution pour faire face à ça, c'est de s'organiser, de faire un front commun contre la politique de Sarkozy. Je pense que beaucoup de gens peuvent se retrouver sur leurs intérêts communs, quelles que soient leurs opinions politiques, pour lutter contre la politique de Sarkozy ; il faut réunir les forces. Il faut faire bouger les choses, on est obligés de bouger car en restant statiques, on se rend aussi un peu coupable…

RED : Comment vois tu l'appel de la LCR à un nouveau parti anticapitaliste ? Cela te parle ?

Monsieur R : Cela me parle car je pense qu'il faut essayer de se rassembler, le nombre fait la force. C'est une bonne idée car on a besoin d'un parti « grand et fort » qui puisse frapper un bon coup ! Le fait de faire un parti qui réunissent des gens de la LCR et d'horizons différents me paraît très intéressant. Après c'est difficile de se prononcer la-dessus avant qu'il ait pris forme mais l'idée est bonne parce que pour faire bouger les choses on a besoin d'être forts, on a besoin d'un parti d'extrême gauche qui soit une « grande force politique »…

RED : As tu de l'espoir par rapport à l'avenir ?


DR.

Monsieur R : J'ai de l'espoir ! J'ai vu par exemple des jeunes qui ont participé aux révoltes de novembre 2005 qui se sont organisés, ont voté, se sont intéressés à la politique. J'ai de l'espoir, les gens ne doivent pas rester statiques : quand on frappe trop sur le peuple, le peuple se révolte ! J'ai l'espoir que les choses vont changer, ça ne se fera pas en 2 ou 4 jours, mais pourquoi pas un grand mouvement en Mai 2008… ? Surtout qu'on a vu Sarko pendant sa campagne se moquer de Mai 68, il faut lui répondre par un grand mouvement, par exemple en Mai 2008, pour démontrer qu'il y a des gens qui veulent se battre, qui ne veulent plus subir, qui ne veulent plus rester statiques. Il faut des millions de personnes dans les rues !

RED : Un mot pour conclure ?

Monsieur R : Pour conclure je vais piquer une phrase de Rockin'Squat [du groupe Assassin, ndlr] : « Occupez vous de la politique, sinon elle va s'occuper de vous », on a pas le choix…

Propos recueillis par Sto, [Nanterre]

25èmes Rencontres Internationales de Jeunes

Du Samedi 26 Juillet au Samedi 2 Août 2008
Près de Barcelone, dans l'Etat espagnol

°Une semaine de forums, de débats... et de fêtes !

°Une semaine de mise en pratique de nos idées : autogestion, partage des tâches, combat contre les normes racistes, sexistes, homophobes...

°Une semaine de rencontres avec des centaines de jeunes révolutionnaires de partout en France, et du monde entier (Philippines, Mexique, Etats-Unis, Mali, Europe...).

°Une semaine pour échanger sur les expériences de nouveaux partis dans d'autres pays et pour avancer sur celui que nous voulons construire.

Si tu es intéressé(e), n'hésites pas à nous contacter : rij@jcr-red.org